

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)
--

OBJET DU PROJET DE CONTRAT :

Elaboration du plan d'aménagement d'extension et d'embellissement de la ville de Port-au-Prince

REPRESENTANT LEGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Jérémie PELLET, Directeur général d'EXPERTISE FRANCE
--

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

14/06/2019 à 17h00 (heure française)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
Objet de la consultation	3
Etendue de la consultation	3
Calendrier prévisionnel de la consultation	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES	3
Forme du contrat	3
Montant du contrat.....	3
Durée du contrat.....	3
Allotissement	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION.....	3
Le dossier de consultation est composé des documents suivants :	3
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES PLIS	3
Pièces constitutives de la candidature.....	3
Pièces constitutives de l'offre	4
ARTICLE 5 : MODALITES DE REMISE DES PLIS	4
ARTICLE 6 : EVALUATION DES OFFRES	6
Rejet des offres hors délais - Ouverture des offres	6
Analyse des candidatures.....	6
Analyse des offres	6
Rejet des offres non recevables.....	6
Comparaison des offres et des variantes pour sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse	6
ARTICLE 7 : NEGOCIATIONS.....	7
ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 9 : DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	7
ARTICLE 10 : LANGUE DE LA CONSULTATION – UNITE MONETAIRE	7
ARTICLE 11 : AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	7
ARTICLE 12 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	7

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

Objet de la consultation

La consultation porte sur la passation d'un contrat de service ayant pour objet « *Elaboration du Plan d'Aménagement d'Extension et d'Embellissement de la Ville de Port-au-Prince* ».

L'étendue des besoins à couvrir sont décrits dans le Cahier des charges.

Etendue de la consultation

Le présent contrat est soumis au Code de la commande publique (CCP) dans sa version en vigueur issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Il est passé par appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du CCP.

Calendrier prévisionnel de la consultation

Date estimative	Etape
14/06	Date limite de réception des offres
12/07	Envoi des courriers de rejet aux candidats non retenus
29/07	Notification du marché

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

Forme du contrat

Le contrat est composé de plusieurs postes à prix forfaitaires.

Montant du contrat

Le montant du contrat correspondra au prix proposé par l'attributaire retenu.

Durée du contrat

La durée du contrat est fixée à 10 mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et les annexes financières
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) – cahier des charges
- Le formulaire de candidature et son annexe.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES PLIS

Les soumissionnaires remettent un dossier complet comprenant les pièces mentionnées ci-après.

Les documents demandés doivent être signés par le soumissionnaire, le mandataire du groupement momentané d'entreprise ou chacun des membres de ce même groupement.

Pièces constitutives de la candidature

Les candidats remettent les éléments de candidatures suivants :

- Une preuve de l'enregistrement du candidat au registre des sociétés (K-bis ou équivalent)
- Le formulaire de candidature ;
- La déclaration sur l'honneur fournie en annexe au formulaire de candidature ;
- Le cas échéant, jugement(s) prononçant le redressement judiciaire (en cas de redressement judiciaire) ;
- Un descriptif des moyens humains répondant aux conditions de participation décrites ci-après :
 - o Déclaration indiquant les effectifs actuels de l'entreprise et l'importance du personnel d'encadrement ;
- Un descriptif des moyens techniques répondant aux conditions de participation décrites ci-après :
 - o au moins trois (3) missions similaires en matière d'élaboration d'un Schéma d'aménagement et d'organisation de l'espace urbain à moyen et long termes ;
 - o au moins trois (3) missions similaires en matière de formulation de proposition d'un zonage accompagné d'un règlement d'urbanisme ;

Chaque cotraitant membre du groupement doit fournir l'ensemble des pièces exigées au titre du présent règlement de consultation. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs opérateurs économiques. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces autres opérateurs économiques et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

En cas de groupement momentané d'entreprises, l'appréciation de ces conditions de participation est globale ; le dossier de candidature devra comporter une habilitation du mandataire par ses cotraitants pouvant prendre la forme du formulaire DC1 en vigueur (formulaire non fourni).

Pièces constitutives de l'offre

Les candidats remettent un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Le projet de contrat dûment renseigné, daté et signé, comprenant la proposition financière du candidat ;
- Un mémoire technique comprenant les informations suivantes :
 1. Présentation du contexte, des enjeux de la mission et des solutions proposées ;
 2. Une note méthodologique comprenant le mode opératoire envisagé, les activités proposées et les résultats attendus (cf. cahier des charges) ;
 3. Une description de l'équipe proposée, incluant les CVs des personnes proposées (max 5 pages par CV) et son organisation pour la réalisation de la mission en conformité avec les exigences de l'article VI du cahier des charges ;
 4. Un chronogramme de la prestation.

Les documents demandés ci-dessus sont obligatoires. Leur absence entraîne la non-conformité de l'offre présentée et, de fait, son rejet.

ARTICLE 5 : MODALITES DE REMISE DES PLIS

Remise électronique

Pour accéder à l'espace de consultation du marché ou pour déposer leur pli, les soumissionnaires doivent se connecter à la Plateforme des Achats de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=427751&orgAcronyme=s2d>

La remise par voie dématérialisée est obligatoire. Toute remise par un autre moyen sera rejetée.

La procédure de dépôt des plis est détaillée sur le site www.marches-publics.gouv.fr Tous les prérequis techniques éventuellement nécessaires y sont mentionnés.

S'ils le souhaitent, les candidats pourront prendre contact avec le 01 76 64 74 07 tous les jours ouvrés de 9h00 à 19h00 pour bénéficier d'une assistance technique dans l'accomplissement de ces opérations.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils devront au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet.

La disposition d'un outil de signature électronique n'est pas obligatoire.

Pour constituer leur offre, le soumissionnaire devra transmettre des fichiers établis dans les formats informatiques suivants : fichiers PDF, RTF, ZIP, suite Microsoft Office, LibreOffice ou Open Office.

Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent sera déclaré nul et non avenu.

ATTENTION !

Tout fichier constitutif de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

NB : L'attention des soumissionnaires est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux. Le délai moyen de téléchargement peut varier en fonction de paramètres divers comme la capacité technique du matériel, le type de raccordement à internet, le trafic sur le réseau...

Dans la mesure où la date et l'heure de fin d'acheminement font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée, les soumissionnaires sont invités à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse par voie dématérialisée.

Même si son offre à la présente procédure de marché public a fait l'objet d'une transmission électronique, le soumissionnaire s'engage, notamment dans le cas où son offre est retenue, à accepter la re-matérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie aux pouvoirs adjudicateurs sous cette forme.

Il s'engage enfin à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

ARTICLE 6 : EVALUATION DES CANDIDATURES

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Le candidat doit fournir la preuve de l'enregistrement du candidat au registre des sociétés (K-bis ou équivalent).

- Moyens humains :

Le candidat doit fournir une déclaration indiquant les effectifs actuels de l'entreprise et l'importance du personnel d'encadrement.

- Capacités techniques et professionnelles :

Le candidat doit fournir une liste de références à savoir :

- La preuve d'au moins trois (3) missions similaires en matière d'élaboration d'un Schéma d'aménagement et d'organisation de l'espace urbain à moyen et long termes
- La preuve d'au moins trois (3) missions similaires en matière de formulation de proposition d'un zonage accompagné d'un règlement d'urbanisme ;
- Niveaux minimaux de capacité :
Les candidats doivent respecter les niveaux minimaux de capacité tels que précisés à l'article VI « Expertise et profils demandés » du CCTP.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES OFFRES

La procédure de sélection des offres est assurée par le Comité d'évaluation d'Expertise France et se déroule selon les modalités suivantes :

Rejet des offres hors délais - Ouverture des offres

Le Comité d'ouverture des plis (séance non publique) recense les plis reçus et l'identité des soumissionnaires et la composition des plis déposés.

Les plis reçus hors délais sont immédiatement écartés.

Analyse des candidatures

Le Comité d'évaluation d'Expertise France procède à l'analyse des candidatures des soumissionnaires retenus.

Analyse des offres

Le Comité d'évaluation d'Expertise France procède à l'analyse des offres des soumissionnaires retenus.

Rejet des offres non recevables.

Le Comité d'évaluation rejette les offres inappropriées.

Comparaison des offres et des variantes pour sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

Le jugement des offres sera effectué séparément selon les critères suivants par l'attribution d'une note à concurrence du nombre de points maximum par critère figurant ci-après :

Critère 1 : prix des prestations

La **notation financière (NF sur 20 points maximum)** portera sur la comparaison des offres financières (montant total proposé dans le contrat) des différents candidats par application de la formule suivante :

NF = 20 x offre financière la plus basse / offre financière notée

Critère 2 : valeur technique

Autres critères techniques	Nombre de points maximum
Sous critère 1 : Connaissance du contexte et des enjeux (pression démographique, accès aux services urbains, insularité, région caribéenne, urbanisation non planifiée, etc.)	5
Sous critère 2 : Composition et organisation de l'équipe proposée en conformité avec les exigences de l'article VI du cahier des charges	30

Sous critère 3 : Compréhension de la mission et approche méthodologique	50
Sous critère 4 : Calendrier de la prestation	15

Chaque offre technique fera l'objet d'une analyse basée sur les critères techniques ci-dessus. Chaque offre technique, jugée conforme techniquement, se verra attribuer une **note technique (NT sur 100 points maximum)** par addition des notes obtenues sur chaque sous-critère, puis pondérée à 80%.

ARTICLE 8 : NEGOCIATIONS

Sans objet.

ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DU MARCHE

Une **note globale (NG sur un maximum de 100 points)**, obtenue par l'addition de la note technique et de la note financière (**NG=NF+NT**), sera attribuée à chaque offre évaluée techniquement et financièrement.

Le soumissionnaire ayant obtenu la note globale la plus élevée sera considéré comme ayant fourni l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 10 : DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

La validité des offres remises par les soumissionnaires est maintenue au moins 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 11 : LANGUE DE LA CONSULTATION – UNITE MONETAIRE

L'ensemble des documents de la présente consultation doivent être rédigés en langue française.
Le Pouvoir adjudicateur conclura les marchés dans l'unité monétaire suivante : euro (€).

ARTICLE 12 : AUTRES RENSEIGNEMENTS

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via la Plateforme des Achats de l'Etat au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Expertise France s'engage à fournir une réponse au plus tard 2 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Si une question est posée par un candidat, les candidats reçoivent un courriel les invitant à prendre connaissance d'un ou de plusieurs élément (s) en réponse à la question posée par un candidat.

ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr.